

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204522]

13 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des chapitres I et II du Titre XII du Code wallon de l'Agriculture relatifs aux subsides à la recherche agronomique, à l'innovation et la recherche scientifique et technique à finalité agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.362, D.365 et D.381;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 fixant les conditions d'octroi des subsides à la recherche scientifique et technique à finalité agricole;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mars 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mars 2017;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 16 mars 2017;

Vu l'avis 61.596/4 du Conseil d'Etat donné le 26 juin 2017 en application de l'art 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1° le centre de recherche : tout centre, département, service ou laboratoire, indépendamment qu'il soit un organisme public ou privé, ayant pour objectif de réaliser des recherches à finalité agricole ou d'effectuer des prestations de service contribuant au développement technologique et économique des secteurs agricoles et forestiers;

2° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

3° le Comité stratégique de l'agriculture : le comité défini à l'article D.82 du Code;

4° le CCSRA : le Comité de concertation et de suivi de la recherche agronomique au sens de l'article D.379 du Code;

5° le Département : le Département du Développement de l'Administration au sens de l'article D.3, 3° du Code;

6° le développement : l'activité consistant à mettre au point et à améliorer substantiellement les produits, procédés ou services issus d'une recherche ayant abouti à des résultats concrets, à les exploiter et à les diffuser, en ce compris les projets pilotes et les projets de démonstration;

7° le directeur général : le directeur général de l'Administration au sens de l'article D. 3, 3° du Code;

8° l'encadrement : l'activité d'accompagnement, de conseil et de suivi technique, scientifique et économique des acteurs des secteurs agricoles à finalité agricole, ou toute structure ou tout groupe destiné à stimuler l'activité agricole par des actions de promotion, de recherche et de développement, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de connaissances, à la mise en réseau, à la diffusion de l'information;

9° le promoteur : la personne physique ou morale qui représente et agit au nom d'une unité de recherche ou d'un centre de recherche qui propose et met en œuvre un projet subsidié à la recherche agronomique, à l'innovation et la recherche scientifique et technique à finalité agricole;

10° l'unité de recherche : l'unité de recherche universitaire, de haute école, mixte de recherche, centre de recherche réalisant des recherches à finalité agricole, ou toute structure ou tout groupe destiné à stimuler l'activité agricole par des actions de promotion, de recherche et de développement, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de connaissances, à la mise en réseau, à la diffusion de l'information;

11° l'unité mixte de recherche (UMR) : l'Unité mixte de recherche au sens de l'article D. 365, § 1^{er}, alinéa 2 du Code;

12° le Ministre : le Ministre tel quel défini à l'article D.3, 22° du Code.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 2. Les appels à projets sont publiés sur le Portail de l'Agriculture wallonne.

CHAPITRE II. — Les subsides à l'innovation et la recherche scientifique et technique à finalité agricole**Section 1^{re}. — Champ d'application**

Art. 3. Le Ministre octroie aux unités de recherche des subsides à l'innovation et la recherche scientifique et technique à finalité agricole dans les secteurs agricole et forestier.

Section 2. — Subsides à la recherche

Art. 4. Dans les limites des crédits disponibles, le Ministre octroie aux unités de recherche des subsides afin de soutenir des projets de recherche scientifique et technique destinés à orienter les secteurs agricole et forestiers conformément à l'article D. 1^{er} du Code.

Art. 5. Chaque projet de recherche a une durée maximale de trois ans et s'inscrit dans un programme de recherche proposé par une unité de recherche. Un programme de recherche dure jusqu'à six ans et est subdivisé en un ou deux projets consécutifs, appelés respectivement les première et deuxième triennales.

La reconduction concerne les projets de recherche consécutifs à la première triennale d'un programme de recherche.

Le programme de recherche est identifié par un titre suivi d'un acronyme. Le titre est suffisamment complet et précis pour comprendre en quoi consiste le projet.

Les projets sont identifiés par le titre et l'acronyme du programme dans lequel il s'insère et le numéro correspondant à la triennale concernée.

Art. 6. Sur proposition du Comité stratégique de l'agriculture et après consultation du CCSRA, le Ministre fixe les thèmes considérés comme prioritaires pour l'octroi des subsides.

Art. 7. Le Ministre peut lancer annuellement un appel à projets en vue de répondre aux priorités thématiques de la Région wallonne, conformément à l'article 6. L'appel à projets est rendu public et accessible sur le Portail de l'Agriculture wallonne et sur simple demande au Département.

Après consultation du CCSRA, les méthodes de cotation, de pondération et de classement des projets sont fixées par le Ministre dans l'appel à projets.

Art. 8. Le Département lance annuellement un appel à reconduction.

Art. 9. Une proposition de projet de recherche est admissible si, cumulativement :

1° la proposition de projet introduite consiste en une proposition de recherche de base ou de recherche appliquée, à l'exclusion de tout projet de développement ou d'encadrement;

2° la proposition de projet est introduite par une unité de recherche;

3° l'impact prévisible de la réalisation du projet de recherche est bénéfique de manière déterminante au secteur agricole ou agroalimentaire;

4° la proposition de projet est introduite au moyen du formulaire fixé par le Ministre et disponible sur le Portail de l'Agriculture wallonne;

5° la proposition de projet est introduite dans le délai fixé par le Département dans l'appel à projets correspondant;

6° la proposition de projet est introduite auprès du Département, ou à l'adresse indiquée dans l'appel à projets.

Art. 10. Une proposition de reconduction de projet de recherche est admissible si, cumulativement :

1° le projet décrit dans la proposition de reconduction s'inscrit dans le cadre du programme de recherche soumis lors du projet initial, et dans la continuité de ce dernier;

2° la proposition de reconduction est introduite par le même promoteur ou, à défaut, la même unité de recherche que lors de la première triennale;

3° l'unité de recherche a rempli toutes les obligations lors de la première triennale;

4° la proposition de reconduction est introduite au moyen du formulaire fixé par le Ministre et disponible sur le Portail de l'Agriculture wallonne;

5° la proposition de reconduction est introduite dans le délai fixé par le Département dans l'appel à projets correspondant;

6° la proposition de reconduction est introduite auprès du Département, ou à l'adresse indiquée dans l'appel à projets.

Art. 11. Les propositions non-admissibles en vertu des articles 9 et 10 sont refusées. Les refus de subvention sont notifiés aux unités de recherche par le Département, par tout moyen de conférer date certaine conformément à l'article D.15 du Code, dans les délais indiqués par l'appel à projets.

Art. 12. § 1^{er}. Les propositions de projets de recherche admissibles à une première triennale en vertu de l'article 9 sont évaluées et cotées par le Département et le cas échéant, par une commission d'experts sur base des critères suivants :

1° l'intérêt stratégique, à savoir l'adéquation du projet avec les thèmes prioritaires fixés en application de l'article 6, avec les priorités du plan triennal de recherche agronomique et avec les objectifs de la politique agricole régionale;

2° la qualité de la proposition, à savoir la qualité du programme de travail, la définition des objectifs par rapport à l'état de l'art, le caractère mesurable ou quantifiable des indicateurs de réalisation des objectifs ainsi que l'évaluation des incidences économiques, environnementales ou sociétales;

3° la qualité scientifique, à savoir la contribution du projet de recherche au progrès scientifique en termes d'acquisition de connaissances nouvelles ou d'avancées technologiques agricoles;

4° l'originalité de la proposition, à savoir le caractère innovant de la proposition;

5° la faisabilité, à savoir la capacité du promoteur et de son unité de recherche à mettre en œuvre le programme de travail avec le budget proposé, et à atteindre les objectifs déterminés dans le délai fixé avec un rapport qualité, coût adéquat;

6° le transfert et la valorisation des résultats, à savoir la mesure dans laquelle les résultats de la recherche sont susceptibles d'être valorisés et appliqués, compte tenu des capacités du tissu agricole wallon et de l'implication réelle du secteur concerné dans le projet;

7° la qualité et la pertinence des livrables proposés;

8° le caractère pluridisciplinaire du projet et son intégration au sein d'un réseau de collaboration structurée associant des partenaires publics ou privés, en ce compris via la création d'unités mixtes de recherche.

§ 2. Le Département pondère les cotes obtenues et établit un classement des propositions des projets de recherche.

Art. 13. Lorsqu'il s'avère nécessaire de constituer une commission d'experts en vertu de l'article 12, celle-ci est constituée temporairement et spécifiquement de minimum deux experts indépendants pour l'évaluation des projets et la remise d'un avis au Département.

Le Ministre détermine les modalités de fonctionnement de la commission d'experts visé à l'alinéa 1^{er}, ainsi que les modalités de l'évaluation de la demande et de la remise d'avis par ledit groupe.

Lorsqu'il est fait application de l'alinéa 1^{er}, Le directeur de la Direction du développement du Département constitue la Commission d'experts.

Art. 14. Le classement des propositions de projets de recherche établi en vertu de l'article 12, § 2, est soumis au Ministre par le directeur général. Le Ministre attribue les subsides dans les limites des crédits disponibles.

Art. 15. Les propositions de reconduction admissibles en vertu de l'article 10 sont listées par le Département et transmises au Ministre pour validation.

Art. 16. Dans les cas suivants, le Ministre peut décider de limiter le subside à un pourcentage des dépenses réellement effectuées par l'unité de recherche subventionnée pour le projet de recherche :

1° s'il s'agit d'un projet dont les résultats sont susceptibles d'être directement valorisés économiquement;

2° s'il s'agit d'un projet dont les activités génèrent des recettes pour les unités de recherche concernées.

Section 3. — Subsidies en vue de répondre à des besoins urgents ou en matière d'innovation

Art. 17. En vertu de l'article D. 364 du Code, le Ministre peut, en réponse à des besoins urgents ou en matière d'innovation, subventionner des projets portant sur des thématiques non prévues dans l'appel à projets annuel visé à l'article 7 ou non prévues dans le plan triennal de recherche en dérogation à l'article 6.

Art. 18. Le Département analyse la pertinence des projets en vue de répondre aux thématiques visées à l'article 17.

Art. 19. Le Ministre fixe l'enveloppe budgétaire maximale consacrée à chaque projet.

Art. 20. Un projet de recherche en réponse à des besoins urgents ou en matière d'innovation est admissible si, cumulativement :

1° le projet introduit consiste en une proposition de recherche en réponse aux besoins urgents ou en matière d'innovation, à l'exclusion de tout projet de développement ou d'encadrement;

2° la proposition de projet est introduite par une ou plusieurs unités de recherche;

3° la proposition est introduite au moyen du formulaire fixé par le Ministre et disponible sur le Portail de l'Agriculture wallonne;

4° la proposition est introduite auprès de l'Administration.

Art. 21. Les propositions de projets de recherche non-admissibles en vertu de l'article 20 sont refusées. Les refus de subvention sont notifiés aux unités de recherche par le Département, par tout moyen de conférer date certaine conformément à l'article D.15 du Code.

Art. 22. Les propositions de projets de recherche admissibles en vertu de l'article 20 sont évaluées par l'Administration quant à leur adéquation avec les thématiques visées à l'article 17. Le directeur général transmet au Ministre une proposition de projets admissibles et de participation financière pour chaque projet.

CHAPITRE III. — Les subsidies aux projets d'encadrement et de développement

Section 1^{re}. — Appel à projets annuel

Art. 23. Le Ministre octroie des subsidies afin de soutenir des projets d'encadrement et de développement destinés à orienter l'agriculture conformément à l'article D. 1^{er} du Code.

Art. 24. Sur proposition du Comité stratégique de l'agriculture et après consultation du CCSRA et du Collège des producteurs, le Ministre fixe les thématiques considérées comme prioritaires pour l'octroi des subsidies.

Le Ministre peut lancer annuellement un appel à projets en vue de répondre aux thématiques prioritaires de la Région wallonne visées à l'alinéa 1^{er}. L'appel à projets est rendu public et accessible sur le Portail de l'Agriculture wallonne et sur simple demande au Département.

Les méthodes de cotation, de pondération et de classement des projets sont fixées par le Ministre dans l'appel à projets.

Art. 25. Un projet d'encadrement et de développement est admissible si, cumulativement :

1° le projet consiste en une proposition de développement ou d'encadrement, à l'exclusion de tout projet de recherche de base ou de recherche appliquée;

2° la proposition de projet est introduite par un organisme public ou privé qui dispose de compétences utiles au développement de l'agriculture ou qui est destiné à stimuler l'activité agricole notamment par des actions de promotion, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire, ainsi qu'en contribuant de manière effective au transfert de connaissances, à la mise en réseau, à la diffusion de l'information et à la collaboration;

3° l'impact prévisible du projet bénéficie de façon déterminante au secteur agricole ou agroalimentaire wallon, et prend en compte l'emploi subséquent et les bénéfices environnementaux;

4° la proposition de projet est introduite au moyen du formulaire fixé par le Ministre et disponible sur le Portail de l'Agriculture wallonne;

5° la proposition de projet est introduite dans le délai fixé par le Département dans l'appel à projets correspondant;

6° la proposition de projet est introduite auprès du Département, ou à l'adresse indiquée dans l'appel à projets.

Art. 26. Les projets d'encadrement et de développement non-admissibles en vertu de l'article 25 sont refusés. Les refus de subvention sont notifiés par le Département aux organismes publics ou privés, par tout moyen de conférer date certaine conformément à l'article D.15 du Code, dans les délais indiqués par l'appel à projets.

Art. 27. § 1^{er}. Les projets d'encadrement et de développement admissibles en vertu de l'article 25 sont évalués et cotés par le Département et le cas échéant, par une commission d'experts constituée par le directeur de la Direction du développement du Département sur la base des critères suivants :

1° l'intérêt stratégique, à savoir l'adéquation du projet avec les thèmes prioritaires fixés en application de l'article 24, alinéa 2;

2° la qualité de la proposition, à savoir la qualité du programme de travail, la définition des objectifs, ainsi que l'évaluation des incidences économiques pour le secteur et pour l'exploitation, et l'évaluation des incidences environnementales ou sociétales;

3° la qualité et la pertinence des indicateurs de réalisation des objectifs et des livrables proposés;

4° la faisabilité du projet, évaluée notamment selon les références et l'expérience du promoteur;

5° le transfert et la valorisation des résultats du projet d'encadrement et de développement, à savoir la mesure dans laquelle les résultats sont susceptibles d'être valorisés et appliqués, compte tenu de l'intérêt marqué par le secteur, et de son implication concrète dans le projet;

6° le rapport qualité, coût adéquat, compte tenu de la durée totale prévisible du projet et des éventuelles possibilités d'un futur autofinancement si le projet génère des recettes;

7° le caractère pluridisciplinaire du projet et son intégration au sein d'un réseau de collaboration structurée associant des partenaires publics ou privés;

8° le projet privilégie le cofinancement, notamment par des organismes agricoles, organisations de producteurs et coopératives.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 6°, le promoteur fait la démonstration du rapport qualité, coût adéquat en faveur du secteur agricole ou agroalimentaire, ou à l'emploi.

§ 2. L'Administration pondère les cotes obtenues et établit un classement des propositions de projets d'encadrement et de développement.

Art. 28. Le classement des propositions de projets d'encadrement et de développement établi en vertu de l'article 27, § 2, est soumis au Ministre. Le Ministre attribue les subsides.

Section 2. — Subvention pour répondre à un besoin urgent

Art. 29. Le Ministre peut prévoir une subvention pour des projets spécifiques en matière d'encadrement et de développement en réponse à l'un des besoins urgents suivants :

- 1° le développement de techniques ou de programmes nécessaires à l'exécution des missions de l'Administration;
- 2° le soutien spécifique et technique nécessaire à une initiative prioritaire pour le secteur agricole ou forestier;
- 3° la recherche urgente de solutions en réponse à des situations exceptionnelles ou dans le cadre de sa politique.

Art. 30. Le Département analyse la pertinence des projets en vue de répondre à l'un des besoins urgents visés à l'article 29.

Art. 31. Le Ministre fixe l'enveloppe budgétaire maximale consacrée à chaque projet visant à répondre à des besoins urgents.

Art. 32. Une proposition de projet en réponse à des besoins urgents ou en matière d'encadrement et de développement est admissible si, cumulativement :

- 1° le projet introduit correspond aux besoins énoncés à l'article 29;
- 2° la proposition est introduite par un organisme public ou privé qui développe en priorité des activités à finalités agricoles;
- 3° la proposition de projet est introduite au moyen du modèle de formulaire fixé par le Ministre et disponible sur le Portail de l'Agriculture wallonne;
- 4° la proposition est introduite auprès du Département.

Art. 33. Les propositions de projets en réponse à des besoins urgents ou en matière d'encadrement et de développement non-admissibles en vertu de l'article 32 sont refusées. Les refus de subvention sont notifiés aux bénéficiaires par le Département, par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15 du Code, dans les délais indiqués par l'appel à projets.

Art. 34. Les propositions de projets en réponse à des besoins urgents ou en matière d'encadrement et de développement admissibles en vertu de l'article 32 sont évaluées par le Département quant à leur adéquation avec les thématiques visées à l'article 29. Le directeur général transmet au Ministre une proposition de projets admissible et de participation financière pour chaque projet.

CHAPITRE IV. — Modalités de suivi des subsides

Section 1^{re}. — Rapports et publicité

Art. 35. Les informations visées à l'article 31, § 3, du Règlement (UE) n° 702/2014 sont publiées sur le Portail de l'Agriculture wallonne.

Art. 36. § 1^{er}. En application de l'article D. 381, § 2, 2°, du Code, le promoteur bénéficiaire d'un subside a l'obligation de communiquer un rapport intermédiaire décrivant l'état d'avancement de sa mission au Comité de suivi. La période de remise du rapport intermédiaire à l'Administration est précisée dans l'arrêté d'octroi du subside.

§ 2. Le Comité de suivi valide le rapport intermédiaire sur l'état d'avancement du projet lorsque ledit rapport contient une description succincte de l'état d'avancement de la mission, les difficultés rencontrées, les solutions envisagées, les résultats obtenus et le plan d'action pour la période suivante.

§ 3. Le rapport intermédiaire validé par le Comité de suivi est envoyé au Département et au Ministre, à son délégué ou à toute personne désignée par lui.

§ 4. Endéans les trois mois suivant le terme d'un projet, un rapport final est communiqué aux membres du Comité de suivi, au Département et au Ministre, à son délégué ou à toute personne désignée par lui.

Le rapport final reprend la totalité des résultats obtenus de la recherche, ainsi que les conclusions exhaustives d'interprétation des résultats.

§ 5. Sans préjudice du rapport final visé au paragraphe 4, endéans les trois mois suivant le terme d'un programme, un rapport de synthèse est communiqué aux membres du Comité de suivi, au Département et au Ministre, à son délégué ou à toute personne désignée par lui.

Le rapport de synthèse contient les conclusions synthétiques d'interprétation des résultats de la recherche.

Art. 37. Les résultats synthétiques du projet sont publiés conformément à l'article 31, § 4, du Règlement (UE) n° 702/2014 à partir de la date d'achèvement du projet ou de la date à laquelle le rapport de synthèse visé à l'article 34, § 5, est validé par le Comité de suivi, selon l'événement qui se produit en premier.

Les résultats sont mis gratuitement à la disposition des entreprises intéressées qui exercent des activités dans le secteur ou le sous-secteur agricole et forestier particulier concerné.

La recherche, le téléchargement et la publication aisée des données sur internet sont rendues possibles par un format standard.

Art. 38. § 1^{er}. Un Comité de suivi est constitué. Il est chargé de remettre un avis au minimum sur :

- 1° l'adéquation de l'utilisation du subside à l'accomplissement des actions du projet et d'orienter la bonne exécution de celles-ci;
- 2° les transferts budgétaires dont les règles sont fixées dans l'arrêté d'octroi de subside, les rapports d'activités intermédiaires, de synthèse et le rapport final;
- 3° les propositions de changements dans les calendriers des projets.

§ 2. La composition du Comité de suivi ainsi que sa fréquence de réunion est définie par le Ministre dans l'arrêté d'octroi du subside.

§ 3. Le promoteur convoque le Comité de suivi.

La convocation, accompagnée des rapports d'activité visés à l'article 36, § 1^{er}, § 4 et 5, est envoyée par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15 du Code, au moins dix jours ouvrables avant la réunion.

§ 4. Le Ministre, ou son délégué, assure la présidence du Comité de suivi. En cas d'absence du Ministre ou de son délégué, le Département assure la présidence. Un procès-verbal est rédigé par le promoteur et envoyé aux membres du comité pour approbation.

Section 2. — Suivi du subside

Art. 39. Les dépenses admissibles au titre des subside octroyés sont constituées des dépenses réellement engagées et payées par le promoteur. Ces dépenses et les modalités de délivrance sont décrites dans l'arrêté d'octroi du subside, et concerne uniquement les frais suivants admissibles prévus l'article 31, § 6, du Règlement (UE) n° 702/2014 :

1° les frais de personnel liés aux chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui dans la mesure de leur contribution au projet;

2° les coûts des instruments et du matériel, dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet;

3° les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances et des brevets achetés ou pris sous licence auprès de sources extérieures à des conditions de pleine concurrence, ainsi que les coûts des services de conseil et des services équivalents utilisés exclusivement aux fins du projet;

4° les frais généraux additionnels et les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait du projet.

Concernant l'aliéna 1^{er}, le 2°, lorsque ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie dans le cadre du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles.

Art. 40. Le bénéficiaire du subside s'engage à tenir une comptabilité des dépenses relatives aux différents éléments subsidiés du projet et présente, pour le contrôle de sa mission, les pièces justificatives à toute personne mandatée par la Région wallonne à cet effet, ainsi qu'à la Cour des Comptes.

Art. 41. Si le bénéficiaire ne respecte pas ses obligations prévues dans le présent arrêté, dans l'appel à projets ou dans l'arrêté d'octroi du subside, le paiement du subside peut être suspendu et les montants déjà versés peuvent être récupérés.

CHAPITRE V. — *Disposition abrogatoire*

Art. 42. L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 fixant les conditions d'octroi des subside à la recherche scientifique et technique à finalité agricole est abrogé.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 43. Le Ministre peut ajouter dans l'arrêté d'octroi du subside des conditions purement procédurales, requises pour assurer la transparence, la publication et l'information des subventions octroyées.

Art. 44. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 3 à 10, 12, 13 et 31 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1^{er} juillet 2014, p. 1.

Art. 45. Entrent en vigueur le lendemain de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté :

1° les articles D.365 à D.369 et D.371 à D.378 du Code wallon de l'Agriculture;

2° les chapitres 2 et 3 du Titre XII du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 46. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 47. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204522]

13. JULI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Titel XII Kapitel I und II des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Bezug auf Zuschüsse für Agrarforschung, Innovation und wissenschaftliche und technische Forschung zu landwirtschaftlichen Zwecken

Die Wallonische Regierung

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.362, D.365 und D.381;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen für die wissenschaftliche und technische Forschung mit landwirtschaftlicher Zielsetzung;

Aufgrund des in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

Aufgrund der am 6. März 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. März 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. März 2017;

Aufgrund des am 26. Juni 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 61.596/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen und allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Forschungszentrum: jede Art von Zentrum, Abteilung, Dienststelle oder Labor, unabhängig davon, ob es sich dabei um eine öffentliche oder private Einrichtung handelt, die zum Ziel hat, Forschung zu landwirtschaftlichen Zwecken zu betreiben oder Dienstleistungen zu erbringen, die zur technologischen und wirtschaftlichen Entwicklung des Agrar- und Forstsektors beitragen;

2° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° Strategischer Ausschuss für die Landwirtschaft: der Ausschuss nach Artikel D.82 des Gesetzbuches;

4° "CCSRA": der Konzertierungs- und Überwachungsausschuss für die Agrarforschung ("Comité de concertation et de suivi de la recherche agronomique") im Sinne von Artikel D.379 des Gesetzbuches;

5° Abteilung: die Abteilung Entwicklung der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

6° Entwicklung: die Tätigkeit, die in der Entwicklung und wesentlichen Verbesserung von Produkten, Verfahren oder Diensten aus einer Forschung, die zu konkreten Ergebnissen geführt hat, deren Bewirtschaftung und Verbreitung besteht, wobei auch Pilotprojekte und Demonstrationsprojekte zu berücksichtigen sind;

7° Generaldirektor: der Generaldirektor der Verwaltung im Sinne von Artikel D. 3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

8° Betreuung: die Begleitung, Beratung und technische, wissenschaftliche und wirtschaftliche Überwachung der Wirtschaftsteilnehmer aus den landwirtschaftlichen Sektoren mit dem Ziel, ihre Kenntnisse, ihre Techniken zu optimieren und sie zur Anwendung der europäischen, föderalen und regionalen Vorschriften anzuregen;

9° Promotor: die natürliche oder juristische Person, die als Vertreter und im Namen einer Forschungseinheit oder eines Forschungszentrums auftritt, die/das ein für Agrarforschung, Innovation und wissenschaftliche und technische Forschung zu landwirtschaftlichen Zwecken bezuschusstes Projekt vorschlägt und durchführt;

10° Forschungseinheit: die Universitäts-, Hochschul- oder gemischte Forschungseinheit, das Zentrum für landwirtschaftliche Forschung, oder jede Struktur bzw. Gruppe, die dazu bestimmt ist, durch Förderungs-, Forschungs- und Entwicklungsaktionen, die gemeinsame Nutzung der Ausrüstungen und den Austausch von Informationen und Know-How, sowie durch eine effektive Mitwirkung an Wissenstransfer, Vernetzung und der Verbreitung von Informationen die landwirtschaftliche Tätigkeit zu stimulieren;

11° gemischte Forschungseinheit ("UMR"): die gemischte Forschungseinheit ("unité mixte de recherche") im Sinne von Artikel 365 § 1 Absatz 2 des Gesetzbuches;

12° Minister: der Minister nach Artikel D.3 Ziffer 22 des Gesetzbuches.

Der Minister kann die in Absatz 1 angeführten Definitionen präzisieren.

Art. 2 - Die Aufrufe zur Einreichung eines Projekts werden auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

KAPITEL II — *Zuschüsse für Innovation und wissenschaftliche und technische Forschung zu landwirtschaftlichen Zwecken*

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 3 - Der Minister gewährt den Forschungseinheiten Zuschüsse für Innovation und wissenschaftliche und technische Forschung zu landwirtschaftlichen Zwecken im Agrar- und Forstsektor.

Abschnitt 2 — Zuschüsse für Forschung

Art. 4 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den Forschungseinheiten Zuschüsse, um wissenschaftliche und technische Forschungsprojekte zu unterstützen, die zwecks der Ausrichtung des Agrar- und Forstsektors gemäß Artikel D.1 des Gesetzbuches eingesetzt werden.

Art. 5 - Jedes Forschungsprojekt hat eine Laufzeit von maximal drei Jahren und ist Bestandteil des Forschungsprogramms einer Forschungseinheit. Ein Forschungsprogramm läuft über maximal sechs Jahre und besteht aus einer oder zwei aufeinanderfolgenden Projektperioden, jeweils erste und zweite Dreijahresperiode genannt.

Die Verlängerung betrifft die Forschungsprojekte, die auf die erste Dreijahresperiode eines Forschungsprogramms folgen.

Das Forschungsprogramm wird durch einen Titel, gefolgt von einem Akronym, gekennzeichnet. Der Titel ist ausreichend vollständig und präzise, um zu verstehen, worin das Projekt besteht.

Die Projekte werden durch den Titel und das Akronym des Programms, in das sie sich einreihen, und die Nummer, die der betroffenen Dreijahresperiode entspricht, gekennzeichnet.

Art. 6 - Auf Vorschlag des strategischen Ausschusses für Landwirtschaft und nach Beratung mit dem "CCSRA" legt der Minister die zur Gewährung der Zuschüsse als vorrangig angesehenen Themenbereiche fest.

Art. 7 - Der Minister kann jährlich einen Aufruf zur Einreichung von Projekten einleiten mit dem Ziel, den vorrangigen Themenbereichen der Wallonischen Region nach Artikel 6 zu entsprechen. Der Projektauftrag wird auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft und auf einfache Anfrage an die Abteilung veröffentlicht und zugänglich gemacht.

Nach Beratung mit dem "CCSRA" werden die Methoden zur Bewertung, Gewichtung und Einstufung der Projekte vom Minister in dem Projektauftrag festgelegt.

Art. 8 - Die Abteilung leitet jährlich einen Aufruf zur Verlängerung ein.

Art. 9 - Der Vorschlag eines Forschungsprojekts gilt als beihilfefähig, wenn die folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt werden:

1° Der eingereichte Projektvorschlag ist ein Vorschlag für Grundlagenforschung oder angewandte Forschung, mit Ausnahme von jeglichem Entwicklungs- bzw. Betreuungsprojekt;

2° Der Projektvorschlag wird von einer Forschungseinheit eingereicht;

3° Die Durchführung des Forschungsprojekts wird sich erwartungsgemäß entscheidend positiv auf die Landwirtschaft bzw. Land- und Ernährungswirtschaft auswirken;

4° Der Projektvorschlag wird anhand des vom Minister festgelegten und auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft verfügbaren Formulars eingereicht;

5° Der Projektvorschlag wird innerhalb der von der Abteilung in dem entsprechenden Projektaufruf festgesetzten Frist eingereicht;

6° Der Projektvorschlag wird bei der Abteilung oder am Ort, dessen Anschrift in dem Projektaufruf angegeben wird, eingereicht.

Art. 10 - Ein Vorschlag zur Verlängerung eines Forschungsprojekts gilt als beihilfefähig, wenn die folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt werden:

1° Das in dem Verlängerungsvorschlag beschriebene Projekt fügt sich in den Rahmen des im Rahmen des ursprünglichen Projekts vorgelegten Forschungsprogramms ein und gilt als Fortsetzung dieses Projekts;

2° Der Verlängerungsvorschlag wird von demselben Promotor oder, andernfalls, derselben Forschungseinheit wie in der ersten Dreijahresperiode eingereicht;

3° Die Forschungseinheit ist in der ersten Dreijahresperiode allen Verpflichtungen nachgekommen;

4° Der Verlängerungsvorschlag wird anhand eines vom Minister festgelegten und auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft verfügbaren Formulars eingereicht;

5° Der Verlängerungsvorschlag wird innerhalb der von der Abteilung im entsprechenden Projektaufruf festgesetzten Frist eingereicht;

6° Der Verlängerungsvorschlag wird bei der Abteilung oder am Ort, dessen Anschrift im Projektaufruf angegeben wird, eingereicht.

Art. 11 - Die Vorschläge, die aufgrund von den Artikeln 9 und 10 als nicht beihilfefähig gelten, werden abgelehnt. Die Verweigerungen des Zuschusses werden den Forschungseinheiten von der Abteilung binnen der im Projektaufruf angegebenen Fristen durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zugestellt.

Art. 12 - § 1. Die aufgrund von Artikel 9 als im Rahmen einer ersten Dreijahresperiode beihilfefähig geltenden Forschungsprojektvorschläge werden von der Abteilung und, gegebenenfalls, von einer Sachverständigenkommission anhand der folgenden Kriterien beurteilt und mit einer Note bewertet:

1° strategisches Interesse, d.h. die Übereinstimmung des Projekts mit den in Anwendung von Artikel 6 festgelegten vorrangigen Themenbereichen, mit den Prioritäten des Dreijahresplans für Agrarforschungen und mit den Zielsetzungen der regionalen Agrarpolitik;

2° Qualität des Vorschlags, d.h. die Qualität des Arbeitsprogramms, die Festlegung der Zielvorgaben vor dem Hintergrund des Standes der Technik, die Messbarkeit und Quantifizierbarkeit der Indikatoren für die Erfüllung der Zielvorgaben sowie die Bewertung der Auswirkungen auf Wirtschaft, Umwelt und Gesellschaft;

3° wissenschaftliche Qualität, d.h. der Beitrag des Forschungsprojekts zum wissenschaftlichen Fortschritt, was die Gewinnung von neuen Erkenntnissen oder die technologischen Fortschritte im Bereich der Landwirtschaft angeht;

4° Originalität des Vorschlags, d.h. der innovative Charakter des Vorschlags;

5° Durchführbarkeit, d.h. die Fähigkeit des Promotors und seiner Forschungseinheit zur Umsetzung des Arbeitsprogramms im Rahmen der vorgeschlagenen Mittelausstattung und zur fristgerechten Erfüllung der Zielvorgaben unter Einhaltung eines angemessenen Qualität-/Kosten-Verhältnisses;

6° Transfer und Nutzung der Ergebnisse, d.h. der Umfang, in dem die Forschungsergebnisse angesichts der Kapazitäten des wallonischen landwirtschaftlichen Gefüges und der tatsächlichen Beteiligung des betroffenen Sektors an dem Projekt genutzt und angewandt werden können;

7° Qualität und Relevanz der vorgeschlagenen Ergebnisse;

8° fachübergreifender Charakter des Projekts und seine Einbindung in ein strukturiertes gemeinsames Netz aus öffentlichen oder privaten Partnern, einschließlich durch die Gründung gemischter Forschungseinheiten.

§ 2. Die Abteilung nimmt eine Gewichtung der erzielten Noten vor und erstellt eine Rangfolge der Forschungsprojektvorschläge.

Art. 13 - Stellt sich heraus, dass eine Sachverständigenkommission aufgrund von Artikel 12 eingesetzt werden muss, so wird diese vorübergehend und eigens zur Beurteilung der Projekte und Abgabe einer Stellungnahme an die Abteilung aus mindestens zwei unabhängigen Sachverständigen gebildet.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Arbeitsweise der in Absatz 1 erwähnten Sachverständigenkommission, sowie die Modalitäten für die Beurteilung des Antrags und die Abgabe der Stellungnahme durch die besagte Gruppe.

Bei Anwendung von Absatz 1 bildet der Direktor der Direktion Entwicklung der Abteilung die Sachverständigenkommission.

Art. 14 - Die aufgrund von Artikel 12 § 2 aufgestellte Rangliste der Forschungsprojektvorschläge wird dem Minister von dem Generaldirektor vorgelegt. Der Minister vergibt die Zuschüsse im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel.

Art. 15 - Die aufgrund von Artikel 10 als beihilfefähig geltenden Verlängerungsvorschläge werden von der Abteilung aufgelistet und dem Minister zur Bestätigung übermittelt.

Art. 16 - In den folgenden Fällen kann der Minister den Zuschuss auf einen Prozentanteil der Ausgaben, die von der für das Forschungsprojekt bezuschussten Forschungseinheit tatsächlich getätigt werden, beschränken:

1° wenn es sich um ein Projekt handelt, dessen Ergebnisse wirtschaftlich unmittelbar genutzt werden können;

2° wenn es sich um ein Projekt handelt, dessen Betrieb Einnahmen für die betroffenen Forschungseinheiten generiert.

Abschnitt 3 — Zuschüsse zur Erfüllung dringender Bedürfnisse oder in Sachen Innovation

Art. 17 - Aufgrund von Artikel D. 364 des Gesetzbuches kann der Minister abweichend von Artikel 6 zur Erfüllung dringender Bedürfnisse oder in Sachen Innovation Projekte in Themenbereichen bezuschussen, die nicht im jährlichen Projektauftrag nach Artikel 7 oder im Dreijahresplan für Forschung vorgesehen sind.

Art. 18 - Die Abteilung prüft die Projekte auf ihre Relevanz für die in Artikel 17 erwähnten Themenbereiche.

Art. 19 - Der Minister setzt die maximale Mittelausstattung für jedes Projekt fest.

Art. 20 - Ein Forschungsprojekt zur Erfüllung dringender Bedürfnisse oder in Sachen Innovation gilt als beihilfefähig, wenn die folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt werden:

1° Es handelt sich beim eingereichten Projekt um einen Forschungsvorschlag zur Erfüllung dringender Bedürfnisse oder in Sachen Innovation, mit Ausnahme von jeglichem Entwicklungs- oder Betreuungsprojekt;

2° Der Projektvorschlag wird von einer oder mehreren Forschungseinheit(en) eingereicht;

3° Der Vorschlag wird anhand des vom Minister festgelegten und auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft verfügbaren Formulars eingereicht;

4° Der Vorschlag wird bei der Verwaltung eingereicht.

Art. 21 - Die Vorschläge für Forschungsprojekte, die aufgrund von Artikel 20 als nicht beihilfefähig gelten, werden abgelehnt. Die Verweigerungen des Zuschusses werden den Forschungseinheiten von der Abteilung durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zugestellt.

Art. 22 - Die Vorschläge für Forschungsprojekte, die aufgrund von Artikel 20 als beihilfefähig gelten, werden von der Verwaltung auf ihre Übereinstimmung mit den in Artikel 17 erwähnten Themenbereichen geprüft. Der Generaldirektor übermittelt dem Minister einen Vorschlag über beihilfefähige Projekte und über die finanzielle Beteiligung für jedes Projekt.

KAPITEL III — Zuschüsse für Betreuungs- und Entwicklungsprojekte

Abschnitt 1 — Jährlicher Aufruf zur Einreichung von Projekten

Art. 23 - Der Minister gewährt Zuschüsse, um Betreuungs- und Entwicklungsprojekte zu unterstützen, die zur Ausrichtung der Landwirtschaft gemäß Artikel D.1 des Gesetzbuches eingesetzt werden.

Art. 24 - Auf Vorschlag des strategischen Ausschusses für Landwirtschaft und nach Beratung mit dem "CCSRA" und dem Erzeugerkollegium legt der Minister die zur Gewährung der Zuschüsse als vorrangig angesehenen Themenbereiche fest.

Der Minister kann jährlich einen Aufruf zur Einreichung von Projekten einleiten mit dem Ziel, den in Absatz 1 erwähnten vorrangigen Themenbereichen der Wallonischen Region zu entsprechen. Der Projektauftrag wird auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft und auf einfache Anfrage an die Abteilung veröffentlicht und zugänglich gemacht.

Die Methoden zur Bewertung, Gewichtung und Einstufung der Projekte werden von dem Minister im Projektauftrag festgelegt.

Art. 25 - Ein Betreuungs- und Entwicklungsprojekt gilt als beihilfefähig, wenn die folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt werden:

1° Es handelt sich bei dem Projekt um einen Entwicklungs- oder Betreuungsvorschlag, mit Ausnahme von jeglichem Projekt für Grundlagenforschung oder für angewandte Forschung;

2° Der Projektvorschlag wird von einer öffentlichen oder privaten Einrichtung eingereicht, die über nützliche Kompetenzen für die Entwicklung der Landwirtschaft verfügt oder die dazu bestimmt ist, insbesondere durch Förderungsaktionen, die gemeinsame Nutzung der Ausrüstungen und den Austausch von Informationen und Know-How, sowie durch eine effektive Mitwirkung an Wissenstransfer, Vernetzung, Verbreitung von Informationen und Zusammenarbeit die landwirtschaftliche Tätigkeit zu stimulieren;

3° Das Projekt wird sich erwartungsgemäß entscheidend positiv auf die wallonische Landwirtschaft bzw. Land- und Ernährungswirtschaft auswirken und berücksichtigt die dadurch entstehende Beschäftigung und den Nutzen für die Umwelt;

4° Der Projektvorschlag wird anhand des vom Minister festgelegten und auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft verfügbaren Formulars eingereicht;

5° Der Projektvorschlag wird innerhalb der von der Abteilung in dem entsprechenden Projektauftrag festgesetzten Frist eingereicht;

6° Der Projektvorschlag wird bei der Abteilung oder am Ort, dessen Anschrift in dem Projektauftrag angegeben wird, eingereicht.

Art. 26 - Die Betreuungs- und Entwicklungsprojekte, die aufgrund von Artikel 25 als nicht beihilfefähig gelten, werden abgelehnt. Die Verweigerungen des Zuschusses werden den öffentlichen oder privaten Einrichtungen von der Abteilung binnen der in dem Projektauftrag angegebenen Fristen durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zugestellt.

Art. 27 - § 1. Die aufgrund von Artikel 25 als beihilfefähig geltenden Betreuungs- und Entwicklungsprojekte werden von der Abteilung und, gegebenenfalls, von einer Sachverständigenkommission anhand der folgenden Kriterien beurteilt und mit einer Note bewertet:

1° Strategisches Interesse, d.h. die Übereinstimmung des Projekts mit den in Anwendung von Artikel 24 Absatz 2 festgelegten vorrangigen Themenbereichen;

2° Qualität des Vorschlags, d.h. die Qualität des Arbeitsprogramms, die Festlegung der Zielvorgaben, sowie die Bewertung der wirtschaftlichen Auswirkungen auf den Sektor und den Betrieb und die Bewertung der Auswirkungen auf Umwelt und Gesellschaft;

3° Qualität und Relevanz der Indikatoren für die Erreichung der Zielsetzungen und der vorgeschlagenen Ergebnisse;

4° Durchführbarkeit des Projekts, gemessen insbesondere an den Referenzen und der Erfahrung des Promotors;

5° Transfer und Nutzung der Ergebnisse des Betreuungs- und Entwicklungsprojekts, d.h. der Umfang, in dem die Ergebnisse angesichts des Interesses des Sektors und seiner konkreten Beteiligung an dem Projekt genutzt und angewandt werden können;

6° Angemessenes Qualität/Kosten-Verhältnis angesichts der voraussichtlichen Gesamtlaufzeit des Projekts und der eventuellen Aussichten auf zukünftige Selbstfinanzierung, wenn das Projekt Einnahmen generiert;

7° Fachübergreifender Charakter des Projekts und seine Einbindung in ein strukturiertes gemeinsames Netz aus öffentlichen oder privaten Partnern;

8° Das Projekt bevorzugt die Mitfinanzierung, insbesondere durch Agrareinrichtungen, Erzeugerorganisationen und Genossenschaften.

Im Zusammenhang mit Absatz 1 Ziffer 6 erbringt der Promotor den Nachweis für das angemessene Qualität/Kosten-Verhältnis zugunsten der Landwirtschaft bzw. Land- und Ernährungswirtschaft, oder im Bereich der Beschäftigung.

§ 2. Die Verwaltung nimmt eine Gewichtung der erzielten Noten vor und erstellt eine Rangfolge der Vorschläge für Betreuungs- und Entwicklungsprojekte.

Art. 28 - Die aufgrund von Artikel 27 § 2 aufgestellte Rangliste der Vorschläge für Betreuungs- und Entwicklungsprojekte wird dem Minister vorgelegt. Der Minister vergibt die Zuschüsse.

Abschnitt 2 — Subvention zur Erfüllung eines dringenden Bedürfnisses

Art. 29 - Der Minister kann eine Subvention für spezifische Projekte in Sachen Betreuung und Entwicklung vorsehen, um einem der folgenden dringenden Bedürfnisse zu entsprechen:

1° Entwicklung von Techniken oder Programmen, die zur Wahrnehmung der Aufgaben der Verwaltung erforderlich sind;

2° Benötigte spezifische und technische Unterstützung einer Initiative, die für den Agrar- oder Forstsektor Vorrang hat;

3° Dringende Suche nach Lösungen zur Bewältigung außergewöhnlicher Situationen bzw. bei der Führung seiner Politik.

Art. 30 - Die Abteilung untersucht die Projekte auf ihre Relevanz für die Erfüllung der in Artikel 29 aufgeführten dringenden Bedürfnisse.

Art. 31 - Der Minister setzt die maximale Mittelausstattung für jedes Projekt zur Erfüllung dringender Bedürfnisse fest.

Art. 32 - Der Vorschlag eines Projekts zur Erfüllung dringender Bedürfnisse oder in Sachen Betreuung und Entwicklung gilt als beihilfefähig, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

1° Das eingereichte Projekt entspricht den in Artikel 29 aufgeführten Bedürfnissen;

2° Der Vorschlag wird von einer öffentlichen oder privaten Einrichtung eingereicht, die vorrangig Aktivitäten zu landwirtschaftlichen Zwecken entwickelt;

3° Der Projektvorschlag wird anhand des vom Minister festgelegten und auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft verfügbaren Musterformulars eingereicht;

4° Der Vorschlag wird bei der Abteilung eingereicht.

Art. 33 - Die Vorschläge eines Projekts zur Erfüllung dringender Bedürfnisse oder in Sachen Betreuung und Entwicklung, die aufgrund von Artikel 32 als nicht beihilfefähig gelten, werden abgelehnt. Die Verweigerungen des Zuschusses werden den Anspruchsberechtigten von der Abteilung binnen der in dem Projektauftrag angegebenen Fristen durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zugestellt.

Art. 34 - Die Vorschläge eines Projekts zur Erfüllung dringender Bedürfnisse oder in Sachen Betreuung und Entwicklung, die aufgrund von Artikel 32 als beihilfefähig gelten, werden von der Abteilung auf ihre Übereinstimmung mit den in Artikel 29 erwähnten Themenbereichen geprüft. Der Generaldirektor übermittelt dem Minister einen Vorschlag über beihilfefähige Projekte und über die finanzielle Beteiligung für jedes Projekt.

KAPITEL IV — Modalitäten zur Überwachung der Zuschüsse

Abschnitt 1 — Berichterstattung und Veröffentlichung

Art. 35 - Die in Artikel 31 § 3 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 genannten Informationen werden auf dem Portal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

Art. 36 - § 1. In Anwendung von Artikel D. 381 § 2 Ziffer 2 des Gesetzbuches muss der Promotor, der einen Zuschuss erhalten hat, dem Überwachungsausschuss einen Zwischenbericht über das Fortschreiten seiner Aufgabe übermitteln. Die Frist für die Abgabe des Zwischenberichts an die Verwaltung wird in dem Erlass zur Gewährung des Zuschusses angegeben.

§ 2. Der Überwachungsausschuss bestätigt den Zwischenbericht über das Fortschreiten des Projekts, wenn der besagte Bericht eine kurze Beschreibung der Fortschritte der Aufgabe, die aufgetretenen Schwierigkeiten, die in Erwägung gezogenen Lösungen, die erzielten Ergebnisse und den Aktionsplan für die darauffolgende Periode enthält.

§ 3. Der vom Überwachungsausschuss gebilligte Zwischenbericht wird der Abteilung und dem Minister, dessen Vertreter bzw. jeder von ihm benannten Person zugeschickt.

§ 4. Innerhalb von drei Monaten nach Abschluss eines Projekts wird den Mitgliedern des Überwachungsausschusses, der Abteilung und dem Minister, dessen Vertreter bzw. jeder von ihm benannten Person ein Abschlussbericht übermittelt.

Der Abschlussbericht umfasst alle erzielten Forschungsergebnisse sowie die umfassenden Schlussfolgerungen aus der Interpretation der Ergebnisse.

§ 5. Unbeschadet des in § 4 genannten Abschlussberichts wird den Mitgliedern des Überwachungsausschusses, der Abteilung und dem Minister, dessen Vertreter bzw. jeder von ihm benannten Person innerhalb von drei Monaten nach Abschluss eines Projekts ein zusammenfassender Bericht übermittelt.

Der zusammenfassende Bericht enthält die zusammenfassenden Schlussfolgerungen aus der Interpretation der Forschungsergebnisse.

Art. 37 - Die zusammenfassenden Ergebnisse des Projekts werden in Übereinstimmung mit Artikel 31 § 4 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 ab dem Tag, an dem das Projekt endet, bzw. ab dem Tag, an dem der in Artikel 34 § 5 genannte zusammenfassende Bericht vom Überwachungsausschuss gebilligt wird, je nachdem, welches Ereignis zuerst eintritt, veröffentlicht.

Die Ergebnisse werden den interessierten Betrieben, die in dem betreffenden Agrar- und Forstsektor oder -teilsektor tätig sind, unentgeltlich zur Verfügung gestellt.

Das einfache Suchen, Herunterladen und Veröffentlichen der Daten im Internet wird durch ein Standardformat ermöglicht.

Art. 38 - § 1. Es wird ein Überwachungsausschuss eingesetzt. Er hat die Aufgabe, eine Stellungnahme über mindestens folgende Punkte abzugeben:

1° die angemessene Inanspruchnahme des Zuschusses zur Vollendung der projektbezogenen Aktionen und zur Ausrichtung im Hinblick auf deren erfolgreiche Ausführung;

2° die Haushaltsmittelübertragungen, deren Regeln in dem Erlass zur Gewährung des Zuschusses festgehalten sind, die Zwischen-, Synthese- und Abschlussberichte über die Tätigkeiten;

3° die Vorschläge für Änderungen an den Projektzeitplänen.

§ 2. Die Zusammensetzung des Überwachungsausschusses sowie die Häufigkeit seiner Sitzungen wird vom Minister in dem Erlass zur Gewährung des Zuschusses bestimmt.

§ 3. Der Promotor beruft den Überwachungsausschuss ein.

Die Einberufung sowie die in Artikel 36 § 1, 4 und 5 erwähnten Tätigkeitsberichte werden mindestens zehn Werkzeuge vor der Sitzung durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D. 15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, zugeschickt.

§ 4. Der Minister oder sein Vertreter gewährleistet den Vorsitz des Überwachungsausschusses. Ist der Minister oder sein Beauftragter abwesend, so gewährleistet die Abteilung diesen Vorsitz. Ein Protokoll wird vom Promotor erstellt und den Mitgliedern des Ausschusses zur Genehmigung zugeschickt.

Abschnitt 2 — Überwachung des Zuschusses

Art. 39 - Bei den im Rahmen der gewährten Zuschüsse als beihilfefähig geltenden Ausgaben handelt es sich um Ausgaben, die vom Promotor tatsächlich getätigt und bezahlt wurden. Diese Ausgaben und die Modalitäten zu deren Freigabe werden in dem Erlass zur Gewährung des Zuschusses beschrieben, wobei nur die folgenden, in Artikel 31 § 6 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 vorgesehenen beihilfefähigen Kosten zu berücksichtigen sind:

1° die mit den Forschern, Technikern und dem sonstigen Unterstützungspersonal verbundenen Personalkosten, nach Maßgabe ihrer jeweiligen Mitwirkung an dem Projekt;

2° die Kosten für die Instrumente und das Material, insofern und solange sie für das Projekt benutzt werden;

3° die Kosten für vertragsgebundene Forschungsarbeiten, Kenntnisse und Patente, die bei externen Quellen unter den Bedingungen des freien Wettbewerbs erworben oder im Rahmen einer Lizenz erstanden wurden, sowie die Kosten für Beratungsdienste und ähnliche Dienste, die ausschließlich für die Zwecke des Projekts eingesetzt werden;

4° die zusätzlichen Allgemerkosten und sonstigen Betriebskosten, insbesondere die Kosten für Materialien, Zubehör und ähnliche Produkte, die durch das Projekt unmittelbar entstehen.

Im Zusammenhang mit Absatz 1 Ziffer 2 und wenn diese Instrumente und dieses Material nicht während ihrer gesamten Lebensdauer im Rahmen des Projekts benutzt werden, sind lediglich die Abschreibungskosten, die der Laufzeit des Projekts entsprechen und nach den Regeln der guten fachlichen Praxis in Sachen Buchführung berechnet werden, als beihilfefähig zu beurteilen.

Art. 40 - Der Empfänger des Zuschusses verpflichtet sich, über die Ausgaben betreffend die verschiedenen bezuschussten Elemente des Projekts Buch zu führen; zur Kontrolle seiner Aufgabe legt er jeder von der Wallonischen Region zu diesem Zweck bevollmächtigen Person sowie dem Rechnungshof die entsprechenden Belege vor.

Art. 41 - Kommt der Empfänger den ihm laut dem vorliegenden Erlass, dem Projektaufruf oder dem Erlass zur Gewährung des Zuschusses obliegenden Verpflichtungen nicht nach, so kann die Auszahlung des Zuschusses ausgesetzt und können die bereits gezahlten Beträge zurückgefordert werden.

KAPITEL V — Aufhebungsbestimmung

Art. 42 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen für die wissenschaftliche und technische Forschung mit landwirtschaftlicher Zielsetzung wird aufgehoben.

KAPITEL VI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 43 - Der Minister kann in den Erlass zur Gewährung des Zuschusses rein verfahrensrechtliche Vorschriften einfügen, die zur Gewährleistung der Transparenz, der Bekanntmachung und der Information über die gewährten Zuschüsse erforderlich sind.

Art. 44 - Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 3 bis 10, 12, 13 und 31 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (ABl. EU, L.193, 1. Juli 2014, S.1).

Art. 45 - Es treten am Tag nach dem Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft:

1° die Artikel D.365 bis D.369 und D.371 bis D.378 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° die Kapitel 2 und 3 des Titels XII des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

Art. 46 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 47 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juli 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204522]

13 JULI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de hoofdstukken I en II van Titel XII van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de subsidies voor landbouwkundig onderzoek, innovatie en wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.362, D.365 en D.381;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor het wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 maart 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 maart 2017;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid d.d. 16 maart 2017;

Gelet op het advies 61.596/4 van de Raad van State, gegeven op 26 juni 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities en algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het onderzoekscentrum: elk centrum, departement, dienst of laboratorium, ongeacht of het over een openbare of privé instelling gaat, die tot doel heeft om onderzoeken met landbouwkundige finaliteit uit te voeren of om dienstprestaties uit te voeren die bijdragen tot de technologische en economische ontwikkeling van de landbouw- en de bosbouwsectoren;

2° het Wetboek : het Waalse Landbouwwetboek;

3° Strategisch Comité voor Landbouwbeleid het comité bepaald in artikel D.82 van het Wetboek;

4° de "CCSRA": het "Comité de concertation et de suivi de la recherche agronomique" (Overleg- en opvolgingscomité inzake landbouwkundig onderzoek) in de zin van artikel D.379 van het Wetboek;

5° het Departement: het Departement Ontwikkeling van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3° van het Wetboek;

6° de ontwikkeling; activiteit die erin bestaat producten, procédés of diensten afkomstig uit een onderzoek dat concrete resultaten heeft voortgebracht, uit te werken, substantieel te verbeteren, te exploiteren en te verspreiden, met inbegrip van piloot- en demonstratieprojecten;

7° de directeur-generaal: de directeur-generaal van de Administratie in de zin van artikel D. 3, 3 van het Wetboek;

8° de begeleiding: de activiteit van begeleiding, advies en technische, wetenschappelijke en economische opvolging van de actoren van de landbouwsectoren voor optimaliseringsdoeleinden van hun kennis, hun technieken, en het aanzetten tot de toepassing van de Europese, federale en de gewestelijke reglementeringen;

9° de promotor: de natuurlijke of rechtspersoon die vertegenwoordigt en optreedt voor een onderzoekseenheid of een onderzoekscentrum dat een gesubsidieerd ontwerp voorstelt en uitvoert voor landbouwkundig onderzoek, innovatie en wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit;

10° de onderzoekseenheid: een universitaire onderzoekseenheid, van een hogeschool, gemengd onderzoek, onderzoekscentrum waar onderzoeken met landbouwkundige finaliteit worden verricht, of elke structuur of groep die bestemd is om de landbouwactiviteit te stimuleren door acties van bevordering, onderzoek en ontwikkeling, de verdeling van de uitrusting en de uitwisseling van kennis en know-how, alsook het effectief bijdragen tot de kennisoverdracht, het in netwerk brengen, de verspreiding van de informatie;

11° de "unité mixte de recherche (UMR)" (gemengde onderzoekseenheid): de gemengde onderzoekseenheid in de zin van artikel D. 365, § 1, tweede lid van het Wetboek;

12° de Minister : de Minister zoals bepaald in artikel D.3, 22° van het Wetboek.

De in het eerste lid bedoelde begripsomschrijvingen kunnen door de Minister bepaald worden.

Art. 2. De projectenoproepen worden bekendgemaakt op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

HOOFDSTUK II. — *Subsidies voor innovatie en wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 3. De Minister kent aan de onderzoekseenheden subsidies toe voor de innovatie en het wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit in de landbouw- en de bosbouwsector.

Afdeling 2. — Subsidies voor onderzoek

Art. 4. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kent de Minister aan de onderzoekseenheden subsidies toe ter ondersteuning van wetenschappelijke en technische onderzoeksprojecten voor de oriëntering van de landbouw- en de bosbouwsector overeenkomstig artikel D. 1 van het Wetboek.

Art. 5. Elk onderzoeksproject heeft een maximale looptijd van drie jaar en past in een onderzoeksprogramma voorgesteld door een onderzoekseenheid. Een onderzoeksprogramma loopt tot zes jaar en wordt onderverdeeld in één of twee opeenvolgende projecten, respectievelijk genoemd de eerste en de tweede driejaarlijkse.

De verlenging betreft de onderzoeksprojecten voortvloeiend uit de eerste driejaarlijkse van een onderzoeksprogramma.

Het onderzoeksprogramma wordt geïdentificeerd door een titel gevolgd door een letterwoord. De titel is voldoende volledig en nauwkeurig om de inhoud van het project te verstaan.

De projecten worden geïdentificeerd door de titel en het letterwoord van het programma waarin het opgenomen is en het nummer dat overeenstemt met de betrokken driejaarlijkse.

Art. 6. Op de voordracht van het Strategisch Comité voor Landbouwbeleid en na raadpleging van de "CCSRA", bepaalt de Minister de thema's die als prioritair worden beschouwd voor de toekenning van de subsidies.

Art. 7. De Minister kan jaarlijks een projectenoproep lanceren om te voldoen aan de thematische prioriteiten van het Waalse Gewest, overeenkomstig artikel 6. De projectenoproep wordt bekendgemaakt en is toegankelijk op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw) en op gewoon verzoek bij het Departement.

Na raadpleging van de "CCSRA", worden de methoden voor de notering, weging en indeling van de projecten bepaald door de Minister in de projectenoproep.

Art. 8. Het Departement lanceert jaarlijks een oproep tot verlenging.

Art. 9. Een voorstel van onderzoeksproject komt in aanmerking als, cumulatief:

1° het ingediende projectvoorstel uit een voorstel van basis- of toegepast onderzoek bestaat, met uitzondering van elk project van ontwikkeling of begeleiding;

2° het projectvoorstel door een onderzoekseenheid wordt ingediend;

3° de voorspelbare impact van de uitvoering van het onderzoeksproject doorslaggevend gunstig is voor de landbouw- of de agrov voedingssector;

4° het projectvoorstel door middel van het formulier bepaald door de Minister wordt ingediend en beschikbaar is op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw);

5° het projectvoorstel binnen de termijn bepaald door het Departement wordt ingediend in de overeenstemmende projectenoproep;

6° het projectvoorstel bij het Departement wordt ingediend, of bij het adres vermeld in de projectenoproep.

Art. 10. Een voorstel van verlenging van onderzoeksproject komt in aanmerking als, cumulatief:

1° het project omschreven in het voorstel van verlenging opgenomen is in het kader van het onderzoeksprogramma voorgelegd tijdens het oorspronkelijke project, en in de continuïteit ervan;

2° het voorstel van verlenging door dezelfde promotor wordt ingediend of, bij gebrek, dezelfde onderzoekseenheid als bij de eerste driejaarlijkse;

3° de onderzoekseenheid alle verplichtingen tijdens de eerste driejaarlijkse heeft vervuld;

4° het voorstel van verlenging door middel van het formulier bepaald door de Minister wordt ingediend en beschikbaar is op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw);

5° het voorstel van verlenging binnen de termijn bepaald door het Departement wordt ingediend in de overeenstemmende projectenoproep;

6° het voorstel van verlenging bij het Departement wordt ingediend, of bij het adres vermeld in de projectenoproep.

Art. 11. De krachtens de artikelen 9 en 10 niet in aanmerking komende voorstellen worden geweigerd. De subsidieweigeringen worden meegedeeld aan de onderzoekseenheden door het Departement, bij elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, binnen de termijnen aangewezen door de projectenoproep.

Art. 12. § 1. De voorstellen van onderzoeksprojecten die in aanmerking komen voor een eerste driejaarlijkse krachtens artikel 9, worden beoordeeld en becijferd door het Departement en desgevallend, door een commissie van deskundigen op basis van de volgende criteria:

1° het strategisch belang, namelijk de adequatie van het project met de prioritaire thema's bepaald overeenkomstig artikel 6, met de prioriteiten van het driejarenplan van landbouwkundig onderzoek en met de doelstellingen van het gewestelijke landbouwbeleid;

2° de kwaliteit van het voorstel, namelijk de kwaliteit van het werkprogramma, de omschrijving van de doelstellingen t.o.v. de state-of-the-art, het meetbare of kwantificeerbare karakter van de indicatoren m.b.t. de verrichting van de doelstellingen alsook de evaluatie van de economische, ecologische of sociale impact;

3° de wetenschappelijke kwaliteit, namelijk de bijdrage van het onderzoeksproject tot de wetenschappelijke vooruitgang in termen van verwerving van nieuwe kennis of technologische landbouwkundige voortgangen;

4° de originaliteit van het voorstel, namelijk de innovatieve aard van het voorstel;

4° de haalbaarheid, namelijk de capaciteit van de promotor en van zijn onderzoekseenheid om het werkprogramma uit te voeren met de voorgestelde begroting, en om de vastgestelde doelstellingen te bereiken binnen de gestelde termijn met een gepaste kwaliteit/kosten verhouding;

6° de overdracht en de valorisatie van de resultaten, namelijk de mate waarin de resultaten van het onderzoek kunnen worden gevaloriseerd en toegepast, rekening houdend met de capaciteiten van het Waalse landbouwsubstraat en met de werkelijke inzet van de bij het project betrokken sector;

7° de kwaliteit en de relevantie van de voorgesteld leverbare producten;

8° het multidisciplinair karakter van het project en zijn integratie in een gestructureerd netwerk tot samenwerking waarin openbare of private partners worden verenigd, met inbegrip via de oprichting van gemengde onderzoekseenheden.

§ 2. Het Departement weegt de verkregen beoordelingscijfers en maakt een rangschikking van de voorstellen van de onderzoeksprojecten op.

Art. 13. Als het nodig blijkt om een commissie van deskundigen samen te stellen krachtens artikel 12, wordt deze commissie tijdelijk en specifiek samengesteld uit minstens twee onafhankelijke deskundigen voor de evaluatie van de projecten en het uitbrengen van een advies aan het Departement.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de werking van de in het eerste lid bedoelde commissie van deskundigen alsook de modaliteiten voor de evaluatie van de aanvraag en het uitbrengen van een advies door bedoelde groep.

Wanneer het eerste lid wordt toegepast, stelt de directeur van de Directie ontwikkeling van het Departement de Commissie van deskundigen samen.

Art. 14. De rangschikking van de voorstellen van de onderzoeksprojecten opgemaakt krachtens artikel 12, § 2, wordt door de directeur-generaal aan de Minister voorgelegd. De Minister kent de subsidies toe binnen de perken van de beschikbare kredieten.

Art. 15. De voorstellen van verlenging die in aanmerking komen krachtens artikel 10 worden op een lijst gezet door het Departement en overgemaakt aan de Minister voor bekrachtiging.

Art. 16. In de volgende gevallen kan de Minister beslissen om de subsidie tot een percentage van de uitgaven te beperken die werkelijk verricht zijn door de gesubsidieerde onderzoekseenheid voor het onderzoeksproject:

1° indien het gaat om een project waarvan de resultaten economisch kunnen worden gevaloriseerd;

2° indien het gaat om een project waarvan de activiteiten financieel voordelig zijn voor de betrokken onderzoekseenheden.

Afdeling 3. — Subsidies om te voldoen aan dringende behoeften of inzake innovatie

Art. 17. Krachtens artikel D. 364 van het Wetboek kan de Minister, om te voldoen aan dringende behoeften of inzake innovatie, projecten subsidiëren die betrekking hebben op thema's die niet voorzien worden in de jaarlijkse projectenoproep bedoeld in artikel 7 of die niet voorzien worden in het driejarenplan van onderzoek in afwijking van artikel 6.

Art. 18. Het Departement onderzoekt de relevantie van de projecten om te voldoen aan de thema's bedoeld in artikel 17.

Art. 19. De Minister bepaalt de maximale begrotingsenveloppe bestemd voor elk project.

Art. 20. Een onderzoeksproject om te voldoen aan dringende behoeften of inzake innovatie komt in aanmerking als, cumulatief:

1° het ingediend project uit een voorstel van onderzoek bestaat om te voldoen aan dringende behoeften of inzake innovatie, met uitsluiting van elk ontwikkelings- of begeleidingsproject;

2° het projectvoorstel door een of meerdere onderzoekseenheden wordt ingediend;

3° het projectvoorstel door middel van het formulier bepaald door de Minister wordt ingediend en beschikbaar is op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw);

4° het voorstel bij de Administratie wordt ingediend.

Art. 21. De voorstellen van onderzoeksprojecten die niet in aanmerking komen krachtens artikel 20 worden geweigerd. De subsidieweigeringen worden meegedeeld aan de onderzoekseenheden door het Departement, bij elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

Art. 22. De voorstellen van onderzoeksprojecten die in aanmerking komen krachtens artikel 20 worden beoordeeld door de Administratie wat hun adequaatie betreft met de thema's bedoeld in artikel 17. De directeur-generaal maakt aan de Minister een voorstel van in aanmerking komende projecten en van financiële bijdrage voor elk project over.

HOOFDSTUK III. — De subsidies voor de begeleidings- en ontwikkelingsprojecten

Afdeling 1. — Jaarlijkse projectenoproep

Art. 23. De Minister kent subsidies toe om de begeleidings- en ontwikkelingsprojecten te steunen die bestemd zijn voor de oriëntering van de landbouw overeenkomstig artikel D. 1 van het Wetboek.

Art. 24. Op de voordracht van het Strategisch Comité voor Landbouwbeleid en na raadpleging van de "CCSRA" en het Productentcollege, bepaalt de Minister de thema's die als prioritair worden beschouwd voor de toekenning van de subsidies.

De Minister kan jaarlijks een projectenoproep lanceren om te voldoen aan de prioritair thema's van het Waalse Gewest bedoeld in het eerste lid. De projectenoproep wordt bekendgemaakt en is toegankelijk op de het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw) en op gewoon verzoek bij het Departement.

De methoden voor de notering, weging en indeling van de projecten worden bepaald door de Minister in de projectenoproep.

Art. 25. Een begeleidings- of ontwikkelingsproject komt in aanmerking als, cumulatief:

1° het project uit een voorstel van ontwikkeling of begeleiding bestaat, met uitzondering van elk project van basis- of toegepast onderzoek;

2° het projectvoorstel door een openbare of privé instelling wordt ingediend die over de bevoegdheden beschikt die nuttig zijn voor de ontwikkeling van de landbouw of die bestemd is om de landbouwactiviteit te stimuleren, o.a. door acties van bevordering, de verdeling van de uitrusting en de uitwisseling van kennis en know-how, alsook het effectief bijdragen tot de kennisoverdracht, het in netwerk brengen, de verspreiding van de informatie en de samenwerking;

3° de voorspelbare impact van project doorslaggevend gunstig is voor de Waalse landbouw- of agrovoedingssector, en rekening houdt met de daaropvolgende tewerkstelling en de de milieuvoordelen;

4° het projectvoorstel door middel van het formulier bepaald door de Minister wordt ingediend en beschikbaar is op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw);

5° het projectvoorstel binnen de termijn bepaald door het Departement wordt ingediend in de overeenstemmende projectenoproep;

6° het projectvoorstel bij het Departement wordt ingediend, of bij het adres vermeld in de projectenoproep.

Art. 26. De voorstellen van begeleiding en ontwikkeling die niet in aanmerking komen krachtens artikel 25 worden geweigerd. De subsidieweigeringen worden door het Departement aan de openbare of privé-instellingen meegedeeld, bij elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15, binnen de termijnen aangewezen door de projectenoproep.

Art. 27. § 1. De begeleidings- en ontwikkelingsprojecten die in aanmerking komen krachtens artikel 25 worden beoordeeld en becijferd door het Departement en desgevallend, door een commissie van deskundigen bestaande uit de directeur van de Directie ontwikkeling van het Departement op basis van de volgende criteria:

1° het strategisch belang, namelijk de adequatie van het project met de prioritaire thema's bepaald overeenkomstig artikel 24, tweede lid;

2° de kwaliteit van het voorstel, namelijk de kwaliteit van het werkprogramma, de omschrijving van de doelstellingen, alsook de evaluatie van de economische impact voor de sector en voor het bedrijf, en de evaluatie van de ecologische of sociale impact;

3° de kwaliteit en de relevantie van de indicatoren m.b.t. de verrichting van de doelstellingen en van de voorgesteld leverbare producten

4° de haalbaarheid van het project, met name geëvalueerd volgens de referenties en de ervaring van de promotor;

5° de overdracht en de valorisatie van de resultaten van het begeleidings- en ontwikkelingsproject, namelijk de mate waarin de resultaten kunnen worden gevaloriseerd en toegepast, rekening houdend met de belangstelling getoond door de sector, en zijn concrete inzet in het project;

6° de gepaste kwaliteit/kosten verhouding, rekening houdend met de voorspelbare totale duur van het project en de eventuele mogelijkheden van toekomstige autofinanciering als het project voor inkomsten zorgt;

7° het multidisciplinair karakter van het project en zijn integratie in een gestructureerd netwerk tot samenwerking waarin openbare of private partners worden verenigd;

8° het project geeft de voorrang aan de medefinanciering, met name door landbouwinstellingen, producentenorganisaties en coöperatieve vennootschappen.

Wat betreft het eerste lid, 6°, toont de promotor de gepaste kwaliteit/kosten verhouding aan ten gunste van de landbouw- of agrovoedingssector, of de tewerkstelling.

§ 2. De Administratie weegt de verkregen beoordelingscijfers en maakt een rangschikking van de begeleidings- en ontwikkelingsvoorstellen.

Art. 28. De rangschikking van de voorstellen van de begeleidings- en ontwikkelingsprojecten opgemaakt krachtens artikel 27, § 2, wordt aan de Minister voorgelegd. De Minister kent de subsidies toe.

Afdeling 2. — Subsidie om aan een dringende nood te voldoen

Art. 29. De Minister kan een subsidie voorzien voor specifieke projecten inzake begeleiding en ontwikkeling om te voldoen aan één van de volgende dringende behoeften:

1° de ontwikkeling van technieken of programma's die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de Administratie;

2° de noodzakelijke wetenschappelijke en technische steun voor een prioritair initiatief voor de landbouw- of bosbouwsector;

3° het dringend onderzoek naar oplossingen in antwoord op uitzonderlijke situaties of in het kader van zijn beleid.

Art. 30. Het Departement onderzoekt de relevantie van de projecten om te voldoen aan één van de dringende behoeften bedoeld in artikel 29.

Art. 31. De Minister bepaalt de maximale begrotingsenveloppe bestemd voor elk project dat bedoeld is om aan dringende behoeften te voldoen.

Art. 32. Een projectvoorstel om te voldoen aan dringende behoeften of inzake begeleiding en ontwikkeling komt in aanmerking als, cumulatief:

1° het ingediende project met de behoeften vermeld in artikel 29 overeenkomt;

2° het voorstel door een openbare of privé instelling wordt ingediend die bij voorrang activiteiten met landbouwkundige finaliteiten ontwikkeld;

3° het projectvoorstel door middel van het modelformulier bepaald door de Minister wordt ingediend en beschikbaar is op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw);

4° het voorstel bij het Departement wordt ingediend.

Art. 33. De voorstellen van project om te voldoen aan dringende behoeften of inzake de begeleiding en ontwikkeling die niet in aanmerking komen krachtens artikel 32 worden geweigerd. De subsidieweigeringen worden meegedeeld aan de begunstigden door het Departement, bij elk middel dat een vaste datum verleent aan de verzending, overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, binnen de termijnen aangewezen door de projectenoproep.

Art. 34. De voorstellen van projecten om te voldoen aan dringende behoeften of inzake begeleiding en ontwikkeling die in aanmerking komen krachtens artikel 32 worden beoordeeld door het departement wat hun adequatie betreft met de thema's bedoeld in artikel 29. De directeur-generaal maakt aan de Minister een voorstel van in aanmerking komende projecten en van financiële bijdrage voor elk project over.

HOOFDSTUK IV. — *Modaliteiten tot opvolging van de subsidies*

Afdeling 1. — Verslagen en bekendmaking

Art. 35. De informatie bedoeld in artikel 31, § 3, van Verordening (EU) nr. 702/2014 worden bekendgemaakt op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

Art. 36. § 1. Overeenkomstig artikel D.381, § 2, 2°, van het Wetboek, is de promotor die in aanmerking komt voor een subsidie verplicht om een tussenverslag mee te delen waarin de stand van vordering van zijn opdracht aan het Opvolgingscomité wordt omschreven. De periode van overlegging van het tussenverslag aan de Administratie wordt bepaald in het besluit van toekenning van de subsidie.

§ 2. Het opvolgingscomité valideert het tussenverslag over de stand van vordering van het project als het verslag een korte omschrijving bevat van de stand van vordering van de opdracht, de gerezen moeilijkheden, de overwogen oplossingen, de verkregen resultaten en het actieplan voor de volgende periode.

§ 3. Het tussenverslag gevalideerd door het Opvolgingscomité wordt gericht aan het Departement en de Minister, aan zijn afgevaardigde en aan elk persoon die door hem wordt aangewezen.

§ 4. Binnen drie maanden na afloop van een project wordt een eindrapport meegedeeld aan de leden van het Opvolgingscomité, aan het Departement en aan de Minister, aan zijn afgevaardigde en aan elk persoon die door hem wordt aangewezen.

Het eindrapport vermeldt de totaliteit van de verkregen resultaten van het onderzoek, alsook de volledige conclusies voor de interpretatie van de resultaten.

§ 5. Onverminderd het eindrapport bedoeld in paragraaf 4, binnen de drie maanden na afloop van een programma, wordt een samenvattend verslag meegedeeld aan de leden van het Opvolgingscomité, aan het Departement en aan de Minister, aan zijn afgevaardigde en aan elk persoon die door hem wordt aangewezen.

Het samenvattend verslag bevat synthetische conclusies voor de interpretatie van de resultaten van het onderzoek.

Art. 37. De synthetische resultaten van het project worden bekendgemaakt overeenkomstig artikel 31, § 4, van Verordening (EU) nr. 702/2014 vanaf de datum van voltooiing of vanaf de datum waarop het samenvattend verslag bedoeld in artikel 34, § 5, wordt gevalideerd door het Opvolgingscomité, al naar gelang van het voorval dat zich het eerst voordoet.

De resultaten worden gratis ter beschikking gesteld van de belanghebbende ondernemingen die activiteiten uitoefenen in de bijzonder betrokken landbouw- en bosbouwsector of subsector

Het onderzoek, het downloaden en de vlotte bekendmaking van de gegevens op internet wordt mogelijk gemaakt door een standaardformaat.

Art. 38. § 1. Er wordt een opvolgingscomité samengesteld. Hij wordt ermee belast om minstens een advies uit te brengen over:

1° de adequatie van het gebruik van de subsidie met de uitvoering van de acties van het project en de goede uitvoering ervan oriënteren;

2° de budgettaire overdrachten waarvan de regels worden bepaald in het besluit tot toekenning van subsidie, de tussentijdse activiteitenverslagen, de samenvattende verslagen en het eindrapport;

3° de voorstellen van veranderingen in de plannings van de projecten.

§ 2. De samenstelling van het Opvolgingscomité alsook zijn frequentie van vergadering wordt bepaald door de Minister in het besluit tot toekenning van subsidie.

§ 3. De promotor roept het Opvolgingscomité bijeen.

De oproeping, samen met de activiteitenverslagen bedoeld in artikel 36, § 1, § 4 en 5, wordt verstuurd bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, minstens tien werkdagen vóór de vergadering.

§ 4. De Minister, of zijn afgevaardigde, neemt het voorzitterschap van het Opvolgingscomité waar. In het geval van afwezigheid van de Minister, of zijn afgevaardigde, neemt het Departement het voorzitterschap waar. Een proces-verbaal wordt door de promotor opgesteld en gestuurd aan de leden van het comité ter goedkeuring.

Afdeling 2. — Opvolging van de subsidie

Art. 39. De in aanmerking komende uitgaven in het kader van de toegekende subsidies worden samengesteld uit de uitgaven die werkelijk vastgelegd en betaald zijn door de promotor. Deze uitgaven en de modaliteiten voor de afgifte worden omschreven in het besluit tot toekenning van de subsidie, en betreft uitsluitend de volgende in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 31, § 6, van Verordening (EU) nr. 702/2014:

1° personeelskosten voor onderzoekers, technici en ander ondersteunend personeel voor zover zij zich met het onderzoeksproject bezighouden;

2° kosten van apparatuur en uitrusting voor zover en zolang deze wordt gebruikt voor het project;

3° kosten van contractonderzoek, kennis en octrooien die op arm's length-voorwaarden worden gekocht bij of waarvoor een licentie wordt verleend door externe bronnen, alsmede kosten voor consultancy en gelijkwaardige diensten die uitsluitend voor het project worden gebruikt;

4° extra algemene kosten en andere operationele uitgaven, waaronder die voor materiaal, leveranties en dergelijke producten, die rechtstreeks uit het project voortvloeien.

Wat betreft het eerste lid, punt 2°, wanneer deze apparatuur en uitrusting niet tijdens hun volledige levensduur voor het project worden gebruikt, worden alleen de afschrijvingskosten overeenstemmend met de looptijd van het project, berekend volgens algemeen erkende boekhoudkundige beginselen, als in aanmerking komende kosten beschouwd.

Art. 40. De begunstigde van de subsidie verbindt zich ertoe een boekhouding bij te houden van de uitgaven betreffende de verschillende gesubsidieerde elementen van het project en legt voor de controle van zijn opdracht, de bewijsstukken voor, aan elke persoon die daartoe door het Waals Gewest gemachtigd is, alsook aan het Rekenhof.

Art. 41. Als de begunstigde zijn verplichtingen bedoeld in dit besluit, in de projectenoproep of in het besluit tot

toekenning van de subsidie niet naleeft, kan de betaling van de subsidie worden opgeschort en kunnen de bedragen die reeds betaald werden, worden teruggevorderd.

HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepaling*

Art. 42. Het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor het wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 43. De Minister kan in het besluit tot toekenning van de subsidie zuiver procedurele voorwaarden toevoegen, die vereist worden voor de transparantie, de bekendmaking en de informatie van de toegekende subsidies.

Art. 44. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 3 tot 10, 12, 13 en 31 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz.1)

Art. 45. Treden in werking op de dag volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit besluit:

1° de artikelen D.365 tot D.369 en D.371 tot D.378 van het Waalse Landbouwwetboek;

2° de hoofdstukken 2 en 3 van Titel XII van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 46. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 47. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204521]

13 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 23 janvier 2014, 38, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, et 39, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets du 27 mars 2014 et du 11 mars 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'Énergie, donné le 8 mai 2017;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales adopté le 8 juin 2017;

Vu l'avis 61666/4 du Conseil d'État, donné le 5 juillet 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 3 avril 2017;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Un article 1^{er} *bis* est ajouté à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération libellé comme suit :

« Art. 1*bis*. Le présent arrêté assure, pour ce qui concerne les compétences de la Région wallonne, la transposition partielle de la Directive (UE) 2015/1513 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 modifiant la Directive 98/70/CE concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la Directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté sont introduites les deux définitions suivantes :

22° « résidu de transformation » : une substance qui ne constitue pas le ou les produits finaux qu'un processus de production tend directement à obtenir; il ne s'agit pas de l'objectif premier du processus de production et celui-ci n'a pas été délibérément modifié pour l'obtenir;

23° « résidus de l'agriculture, de l'aquaculture, de la pêche et de la sylviculture » : les résidus qui sont directement générés par l'agriculture, l'aquaculture, la pêche et la sylviculture; ils n'incluent pas les résidus issus d'industries connexes ou de la transformation.

Art. 3. Dans l'article 17/2 du même arrêté tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. La réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation par un producteur d'électricité verte de bioliquides est d'au moins 60 pourcent pour les bioliquides produits dans des installations entrant en service après le 5 octobre 2015. Une installation de production de biocarburants ou de bioliquides est considérée comme étant en service si la production physique de biocarburants ou de bioliquides y a eu lieu.

Dans le cas d'installations de production de biocarburants ou de bioliquides qui étaient en service le 5 octobre 2015 ou avant, aux fins visées au paragraphe 1, la réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation de bioliquides est d'au moins 35 pourcent jusqu'au 31 décembre 2017 et d'au moins 50 pourcent à compter du 1^{er} janvier 2018. »;

2° le paragraphe 3 est abrogé.